

## **FIN DE LA MISSION DU FMI**

La mission du FMI dirigée par M. Fernando L. Delgado a séjourné à Djibouti du 15 au 29 Mars 2008 pour procéder aux consultations de 2008 au titre de l'Article IV et entamer des négociations sur un nouveau programme appuyé par la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC).

La mission s'est félicitée de la fructueuse collaboration qui a permis de faire des progrès notables sur les grandes lignes d'un accord sur un second programme FRPC pour Djibouti et tient à remercier les autorités Djiboutiennes pour la qualité des discussions, ainsi que l'esprit de coopération dans lequel elles se sont déroulées.

La clef de voûte de ce programme de trois ans sera la mise en œuvre d'une stratégie de développement à moyen terme et de réduction de la pauvreté telle qu'énoncée dans l'Initiative nationale de développement social (INDS). Cette stratégie vise à créer les conditions pour a) placer l'économie sur un sentier de croissance durable afin de réduire le chômage, atténuer la pauvreté, et améliorer les indicateurs sociaux du pays ; b) assurer la stabilité financière intérieure, notamment en maîtrisant l'inflation qui pénalise surtout les pauvres et se rapprocher d'une position extérieure plus viable ; c) renforcer la compétitivité d) améliorer la gestion des finances publiques et la transparence afin de bien cibler et hiérarchiser les dépenses et de manière à dégager des ressources pour financer des programmes de lutte contre la pauvreté et e) renforcer les capacités administratives et institutionnelles dans divers domaines, et en particulier sur le plan statistique.

L'environnement macroéconomique s'est sensiblement amélioré au cours des dernières années. La croissance annuelle du PIB réel s'est accélérée d'une moyenne annuelle de 3% en 2001-05 à 4,8% en 2006, pour atteindre enfin une estimation de 5,3% en 2007, principalement grâce à d'importants investissements directs étrangers (IDE) dans le port et les secteurs du tourisme et du bâtiment. Les investissements ont doublé en deux ans et sont passés de 23% en 2005 à plus de 40% du PIB en 2007.

Mettant en valeur sa position stratégique dans la corne de l'Afrique et sa stabilité politique, Djibouti a réussi à attirer environ 1,2 milliard de dollars US sous forme d'investissements directs étrangers (IDE) confirmés pour la période 2008-13, soit l'équivalent de 115% de son PIB en 2007. La pièce maîtresse de ces investissements est la construction d'un nouveau port en eau profonde sur le site de Doraleh, dont le terminal pétrolier est déjà en service, et dont la première phase du terminal à conteneurs devra entrer en service en 2009.

Toutefois, l'inflation s'est accélérée pour atteindre 8,1% en 2007, comparé à 3,5% en 2006, principalement à cause de la hausse des prix internationaux des produits alimentaires et du pétrole. Après avoir stagné pendant plusieurs années, le crédit au secteur privé a progressé de 23% en 2007, grâce en partie à un essor de l'immobilier et du bâtiment. La récente arrivée de nouvelles banques étrangères a encouragé la concurrence en réduisant les marges d'intermédiation.

Des progrès ont été faits dans la réalisation de réformes structurelles. Le nouveau Code du travail, adopté en décembre 2005 a été mis en œuvre et a accru la souplesse du marché du travail. Les préparatifs de l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée en 2009 sont bien avancés. La rédaction du nouveau Code du commerce est pratiquement terminée et il pourrait être envoyé à l'Assemblée nationale en 2008. Les états financiers audités des principales entreprises publiques ont été affichés sur le site Web du Ministère des finances permettant ainsi d'accroître la transparence. Enfin, la mise en œuvre en ligne d'un fichier unique des fonctionnaires au Ministère de l'Emploi et de la fonction publique et au Ministère des Finances a été achevée en janvier 2008, offrant un outil important pour terminer la réforme de la fonction publique entreprise par les autorités.

Des progrès ont continué à être réalisés dans la mise en œuvre des réformes structurelles. La plupart des mesures clés du programme de référence (SMP) de 2005 ont été mises en œuvre. En particulier: a) le calendrier d'adoption du code du commerce a été arrêté ; b) les états financiers vérifiés des principales entreprises publiques ont été affichés sur le site internet du Ministère des finances et c) l'installation en ligne d'un fichier unique des fonctionnaires au Ministère de l'Emploi et de la Fonction publique et au Ministère des Finances a été achevée. Par ailleurs, l'INDS constitue un excellent document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et a été récemment finalisé.

La mission a entamé des négociations sur un nouvel accord au titre de la FRPC pour appuyer la Stratégie nationale de développement social (INDS) lancée par les autorités en janvier 2007 dans le but d'élargir la base de la croissance économique et d'alléger la pauvreté. Il est prévu que les négociations sur le programme se poursuivront à Washington lors des prochaines Réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale en avril prochain.